



COLLOQUE

LES RÉVOLTES POPULAIRES EN AQUITAINE, DES TEMPS MODERNES À NOS JOURS

De la révolte des Pitauds aux Gilets jaunes

PROGRAMME

VENDREDI 11 JUIN 2021

SAMEDI 12 JUIN 2021

11 h 55 : La lutte des ouvriers agricoles du domaine impérial de Solférino (Landes) en 1970 : une victoire tombée dans l'oubli
Céline Piot, maîtresse de conférences en histoire et didactique de l'histoire à l'université de Bordeaux (INSPÉ) Lab-E3D

12 h 15 : Les luttes de novembre et décembre 1995 en Aquitaine
Jean Lavie, Institut d'Histoire Sociale-CGT 33 (IHS-CGT 33)
12 h 35 : Débat et pause

Contribution de Jean Lavie, IHS CGT 33.

Les luttes de novembre –décembre 1995 en Aquitaine.

Cette contribution est celle d'un militant de la CGT qui travaille sur le passé, avec d'autres, pour aider les équipes syndicales d'aujourd'hui à construire leurs propres luttes et leur propre avenir. C'est un travail collectif (les contributeurs ici présents retrouveront leurs idées) car celui-ci s'appuie sur 3 numéros de la revue de l'Institut d' Histoire Sociale CGT de l'Aquitaine, intitulée « Aperçus », le n° 127 dont le titre est « Que reste-il de 1968 ? », le n° 131 dont le titre est « Les luttes de novembre –décembre 1995 en Aquitaine », et le n° 133 dont le titre est « 68-86 le grand chamboulement ». Les sources sont donc limitées à ces travaux.

Le plan sera classique avec une 1^{ère} partie consacrée au contexte avec trois focales sur les accélérateurs de l'histoire récente : ce qui émerge de 1968, le grand chamboulement des années 70-90 que Naomi Klein a résumé dans un titre « La stratégie du choc », et enfin les éléments de rupture au début des années 90.

La deuxième partie traitera des luttes de 95 en Aquitaine avec une chronologie, une analyse des caractéristiques de ce grand mouvement. Brièvement également nous évoquerons quelques regards sociologiques extérieurs à ce mouvement.

Notre conclusion essayera de faire un pont entre ce conflit de 1995, celui plus récent de 2020 et aujourd'hui.

Le contexte :

Au plan des luttes sociales, 1967 sera l'année du plus grand nombre de jours de grève comptabilisé depuis le début de la 5^{ème} république.

Une contribution a présenté les évènements de 1968, aussi je serai très bref pour rappeler ce qui émerge de cette période : le monde entier en ébullition, déjà des attaques contre les acquis du Conseil National de la Résistance, une entrée en force des jeunes et des femmes au travail et dans les mouvements divers, un vent de révolution culturelle, des conquêtes sociales très importants sanctionnés par un constat et non par un accord ce qui permet de poursuivre la lutte, une évolution des pratiques syndicales qui font décider le déclenchement ou l'arrêt de la grève en bas dans les entreprises via des assemblées générales. Mais aussi une situation politique moins positive, le pouvoir gaulliste sortant très largement conforté suite à la dissolution de l'Assemblée nationale et l'élection d'une chambre bleue horizon. Enfin une conscience des bouleversements nés de cette période durant les 30 années suivantes.

Je développerais davantage le 2^{ème} accélérateur de l'histoire précédent les années 1995 : le grand chamboulement des années 70-90.

Opposés à l'intervention d'un Etat régulateur dans l'activité économique et au keynésianisme, les économistes néo-libéraux prônent un nouveau « laisser faire laisser passer » à l'échelle du monde, où le marché doit, seul, réguler les prix, l'Etat se contentant d'assurer une gestion stricte de la monnaie pour contenir l'inflation. La « trilatérale », association internationale créée par Rockefeller aux USA visera à coordonner la conduite mondiale de cette politique, le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) créé en 1947 préparera lui la création de l'OMC (organisation mondiale du commerce) qui formalisera à l'échelle de la planète le libre échange. Au plan européen, le Marché commun ne cessera de s'élargir pour n'être en fin de compte qu'un lieu de libre échange qui fait de « la concurrence libre et non faussée » l'alpha et l'oméga de la politique économique conduite. Le traité de Maastricht de 1992 institutionnalisera ce rôle. Mondialisation, financiarisation, rationalisation entrent dans le langage courant.

Les conséquences seront lourdes : les évènements au Chili, en Argentine, des dizaines de millions de chômeurs dans le monde, 11000 contrôleurs aériens sur 15000 licenciés par Reagan pour fait de grève, les années Thatcher et la mise au pas des mineurs, Lip en France en 73, l'action des PTT en 74 en France et tant d'autres. En Aquitaine, Pierre Delfaud dans « Economie de la Région Aquitaine, éditions sud ouest 1996 » compte une perte de 26% d'emplois industriels entre 68 et 94 et rappelle que le chômage est passé de 2% de la population active en 70 à 6% en 75 et 11% en 85. Le port de Bordeaux devient un port de rang secondaire, la région va-t-elle devenir « le bronze-cul » de l'Europe, tel est le débat à ce moment là.

Années terribles donc d'un point de vue humain pour ceux dont l'emploi a été supprimé, l'entreprise fermée avec le cortège de difficultés familiales, financières, psychologiques.

Années terribles pour l'organisation CGT qui commence à perdre des adhérents, pour les militants qui avaient du mal à faire face, en termes de responsabilités, de propositions pour donner un peu d'espoir et quelques chances de freiner l'attaque. Années terribles dans la région aquitaine avec les effets de la concentration de capitaux sur le tissu de PME et des filières entières de production détruites, le textile, l'habillement, les cuirs et peaux, la chaussure, la métallurgie traditionnelle. En Gironde, ce sont 120 entreprises en lutte pour l'emploi dans les années 70/80, dont en même temps

6/7 entreprises occupées en turn over, en permanence, avec des noms qui raviveront des souvenirs chez certains d'entre vous sans aucun doute, Saint Joseph, Bordeaux Sud, Derrupé, Havrey.

Et pourtant, quand nous avons préparé la revue qui traite de cette période nous n'avons pas retenu ce titre « d'années terribles » prévu initialement, parce que le débat nous a montré que selon les vécus des uns et des autres, leur âge, leur secteur de travail, leur place dans la société, dans la CGT, le regard était différent, mais aussi l'analyse.

La même période, en effet, ce sont des libérations diverses post 68, l'IVG reconnue, la révolution des œillets au Portugal, la paix au Viet-Nam. Mais, c'est aussi le printemps de Prague et bientôt le Programme commun de Gouvernement qui (quoi que l'on en pense aujourd'hui) ouvrait pour beaucoup des perspectives. Même au plan économique, si l'emploi industriel chutait fortement, le solde net des emplois existant augmentait, du fait de nouveau secteur en développement tel l'électronique, avec plutôt des ingénieurs-Cadres –Techniciens et des employés, mais moins d'ouvriers.

De plus, on vit mieux qu'avant, frigo, TV, machines à laver entrent dans les appartements et maisons neuves, fut-ce au prix de crédits. Le pouvoir d'achat (ce sont les trente glorieuses) continue à progresser, avec des remises en cause subtiles comme l'individualisation des salaires, la précarisation, car au bilan la part de la valeur ajoutée réservée à la rémunération de la force de travail dans le prix du produit fini, régresse. L'aspiration à la démocratie porte des exigences nouvelles mais via la DPPO (Direction participative par objectifs) ancêtre du Lean Management, le patronat cherche toujours à maîtriser les processus et organisation du travail. La marche effrénée vers ce que l'on appelait les NTIC (nouvelles techniques d'information et de communication) devient un enjeu permanent de la lutte des classes dans la société : investissements pour accroître la productivité ou pour satisfaire les besoins ? Formations pour développer l'homme ou pour économiser du personnel ?... Mais chacun et tous, dans la bagarre, s'approprient un peu des nouveautés, du bien être qui peut en découler.

Ainsi, le regard collectif sur cette période des années 70-90 a montré qu'une fois de plus, rien n'est jamais tout noir ou tout blanc, d'où l'idée plus dialectique de chamboulement pour qualifier la période.

Pour conclure cette partie contextuelle arrêtons- nous sur quelques éléments de rupture et/ou de continuité identifiables au début des années 90.

Le taux de chômage s'installe durablement autour des 10% de la population mais 25% des aquitains ne peuvent vivre de leur travail du fait de la précarité et des aides diverses, d'après une étude du CERESA (Centre d'études et de Recherches Economiques et Sociales d'Aquitaine). La doxa libérale et la pensée unique, au bout de 10 années, commencent à peser depuis surtout la conversion de la social démocratie aux politiques de rigueur et de privatisation et les déceptions générées par les choix de la gauche plurielle. La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS se traduisent pour bien des militants par une remise en cause des modèles et quelquefois par un désengagement. Les évolutions du mouvement syndical (CFDT et FEN notamment) annoncent des bouleversements qui se concrétiseront rapidement mais aussi de nouvelles solidarités naissent au plan syndical européen,

mondial avec de nouvelles organisations. Enfin de longs conflits éclatent aux impôts, dans la santé, chez les cheminots, et les « coordinations » naissantes poussent le mouvement syndical à se remettre en cause et à institutionnaliser de nouvelles pratiques démocratiques de gestion des conflits. Les féministes, travailleurs immigrés, demandeurs d'emplois trouvent aussi de nouveaux chemins de luttes avec pour ces derniers de nouvelles organisations.

Deuxième grand point : C'est dans le contexte que nous venons de décrire que se déroulent les luttes de novembre décembre 1995 en Aquitaine

Jacques Chirac a été élu Président de la République le 7 mai, et Alain Juppé désigné 1^{er} ministre dans la foulée.

Sommairement d'abord évoquons la chronologie des évènements.

Les grands mouvements sont souvent précédés de multiples actions, tel est encore le cas fin 94 début 95, avec déjà en pointe les grandes entreprises publiques Sncf, Edf, PTT et autres administrations. En particulier, le mardi 10 octobre, journée de grève avec 55% de participants) et de manifestations unitaires à l'appel des 7 fédérations syndicales de fonctionnaires (UNSA, CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC, FSU) et de la plupart des syndicats des entreprises publiques ainsi que la FEN, et Sud PTT. 380 000 manifestants selon la police avec un sondage CSA qui rapporte que près de 60% des sondés soutiennent la grève des fonctionnaires. Juppé avait annoncé le 4 septembre qu'il n'y aurait pas de mesures d'augmentation générale des salaires et pensions pour les fonctionnaires.

Jeudi 19 octobre ce sont les étudiants (Toulouse et Rouen d'abord) qui s'engagent et le 25 la police les évacue du rectorat de Rouen. Le mercredi 15 novembre Juppé présente son plan de réforme de la Sécurité Sociale devant le parlement. Ce sont les projets de 5 ordonnances donnant la main au gouvernement pour gérer la Sécu et créer un nouvel impôt, la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS). Il prévoit aussi la mise en place d'une commission pour déboucher sur la réforme des régimes spéciaux de retraites avec la remise en cause de la durée de cotisations et de l'âge de départ.

Les 7 fédérations de fonctionnaires appellent à la grève commune le 24 novembre.

Juppé dans une interview à Sud -Ouest déclare : « Si deux millions de personnes descendent dans la rue mon gouvernement n'y résisterait pas. »

L'historiographie circonscrit les évènements entre la 1^{ère} grande journée de grèves et manifestations du 24 novembre et la dernière des temps forts communs, celle du samedi 16 décembre. Les temps forts (un à deux /semaine) rythmeront la dynamique du mouvement (30 novembre, 5 décembre, 7 décembre, 12 décembre). Au delà des appels nationaux des différents syndicats, les décisions prises via des AG (quotidiennes ou pas) de sites ou au plan de l'établissement donnent une grande hétérogénéité au mouvement. Ainsi, le centre de tri de Pau affiche 3 semaines de grèves avec 9 A.G comptant chaque fois près de 200 personnes, la CPAM de la Gironde 9 jours et demie de grèves avec une AG quotidienne.

Les revendications sont simples : retrait du plan Juppé pour tous mais chacun y rajoute ses soucis du moment, abandon du contrat de Plan de la SNCF ou demande d'effectifs à EDF Bayonne, ou demande de garanties pour les mutations par exemple au centre de tri de Pau. Mais, dans peu d'entreprises, les revendications propres et/ou locales sont ajoutées.

Les formes d'action alternent souvent arrêts de travail et reprises sauf chez les cheminots ou dans les centres de tri bloqués, mais la caractéristique principale est le grand nombre de manifestants notamment en province. Le 12/12 la police décompte au plan national 980 000 manifestants et les OS 2 millions deux cent mille. A Bordeaux les chiffres oscillent entre 50 et 70 000 lors des grandes journées unitaires, 20 000 à Bayonne, 12 000 à Dax, 15 000 à Mont de Marsan.

Les cortèges sont animés avec un bus de la CGFTE à Bordeaux. Une voiture R5 bleue d'EDF est déposée à la mairie de Biarritz dont le maire est Mr Borotra frère du ministre de l'industrie à l'époque. Il a souvent été dit que par délégation des salariés du secteur privés, les fonctionnaires faisaient grève. Les % de grévistes sont significatifs des grands mouvements : 70% à la CGFTE Bordeaux ou à EDF Bayonne, 65% dans les services de distribution EDF à Bordeaux, 50 à 60% aux impôts à Bx ou à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM). En Gironde, ce furent 800 entreprises et administrations en grève, reconductibles ou pas, 500 en actions diversifiées, dont les opérations des électriciens type « Robin des Bois » consistant à rétablir l'électricité aux foyers victimes de la pauvreté, 200 entreprises du privé participants au mouvement ce qui est significatif vu la faible implantation syndicale dans les TPE.

Au plan unitaire dans la région comme ailleurs, les situations dans les secteurs et les entreprises sont le reflet, pour l'essentiel, des options nationales (retrait de la CFDT qui soutient la réforme, la poignée de main historique entre Louis Viannet de la CGT et Marc Blondel de FO, le suivisme classique des petites confédérations, avec en Gironde une forte contestation des syndicats dissidents « CFDT en lutte », préfigurant un renforcement significatif de Sud dans le secteur de l'aéronautique et à la poudrerie de Saint Médard notamment. Avec deux autres caractéristiques, la nouvelle FSU (issue d'une scission dans la FEN) s'associe très souvent avec la CGT, et Sud occupe une place importante dans l'animation des manifestations, notamment.

S'agissant des résultats, 4 remarques :

- Comme l'a dit un camarade de l'UD-CGT 33 lors d'une réunion nationale début 96 : « dans les AG on entend souvent : le plan Juppé, on se l'est mangé ». Même si le gouvernement a dû utiliser l'article 49-3 de la constitution pour faire adopter au parlement la création de l'impôt RDS.
- Pourtant le gouvernement a reculé en suspendant les travaux de la commission devant déboucher sur la remise en cause des régimes spéciaux. Fillon reprendra le flambeau en 2003 mais dix ans auront été gagnés.

- Au plan particulier, des reculs ont également marqués la fin du conflit tel l'abandon du contrat de plan de la SNCF mais aussi des avancées avec 32 recrutements obtenus à EDF Bayonne et 54 promotions, ou bien des garanties gagnées au centre de tri de Pau sur les mutations, les risques, ou les transports.

- En Gironde, à noter 240 adhésions nouvelles à la CGT et 11 bases créées dans le secteur privé.

Après 1968, 1986-87 chez les cheminots, 1989 aux impôts, les pratiques syndicales ont vraiment institutionnalisé la pratique de l'AG des salariés pour décider des grèves, particulièrement, avec une dimension nouvelle, une solidarité privé- public et des échanges d'information inter entreprise et inter-secteur. Ainsi en Gironde, les cheminots ont été à la CPAM expliquer leur situation et les arguments, les gaziers électriciens ont été accueillis à la cité administrative, les représentants du centre de tri de Pau ont eux été appelés à l'IUFM par les futurs enseignants et leurs syndicats. Les organisations étudiantes proposent aussi des réunions sur le campus avec une salle comble à l'IUT par exemple.

Une des spécificités de ce mouvement est aussi la quasi-absence du patronat qui bien entendu d'accord avec le gouvernement se garde bien de trop en rajouter et la difficulté dans la bataille des idées de pointer sa responsabilité, les mesures mettant en cause ses attitudes, et surtout son pouvoir pour préserver ses profits dégagés sur l'ensemble des salariés et au détriment du plus grand nombre et du service public en général.

Enfin si dans notre revue nous avons pu narrer la lutte des cheminots grâce aux articles de Sud Ouest c'est que ce conflit a recueilli un écho très nouveau dans les médias avec même au plan national pour ceux qui en ont le souvenir le fameux Juppé-thon lancé en référence au défi de mettre deux millions de salariés dans la rue.

Les regards extérieurs sont toujours utiles aux militants.

Nous avons choisi les propos de deux sociologues Henri Vacquin et Yvon Minvielle qui dans un ouvrage « Le sens d'une colère » émettent un avis. Identifiant les motifs de cette colère, « compétitivité, réduction d'effectifs, mondialisation des marchés, mercantilisation du service public, une Europe qui va tout abîmer, les exclusions la précarité », ils les imputent à une série de crises, des valeurs, de sens, des modes de lecture des événements, des élites, de la représentation, du pouvoir, de l'emploi, du travail, de l'éducation, du patronat, des médias, de la négociation, et appellent chacun à s'interroger sur son rôle et sa place pour reconstruire une autre réalité sociale.

Alain Touraine avec un collectif comprenant les bordelais François Dubet et Didier Lapeyronnie évoque lui « le grand refus » et conclut en disant que « l'heure est venue de sortir de la transition libérale, de replacer l'économie sous le contrôle d'objectifs sociaux, la croissance, la solidarité, l'équité. »

Conclusion :

Moins important que celui de 68, tant en nombre de grévistes qu'au niveau des conséquences politiques puisque sur le moment les incidences ont été minimales si ce n'est un discrédit durable jeté sur Juppé le hautin « droit dans ses bottes » comme il l'avait annoncé, le mouvement de l'automne 1995, venant deux ans après l'effondrement de la gauche en 1993 et deux avant sa victoire en 1997, a entamé un peu plus, sérieusement, les garanties gagnées grâce au rapport des forces national comme mondial à l'issue de la victoire sur les nazis en 1945.

Au niveau des retraites toujours, 2020 a connu une nouvelle réforme. Certes avec quelques différences on peut dire néanmoins, même causes, même méthodes, même effets, même combats. Avec une différence notable cependant. Si le plan Chirac-Juppé jouait uniquement sur les paramètres du système (taux des cotisations, âge de départ et nombre d'années travaillées), Macron-Philippe veulent faire un système universel unique, supprimer tous les régimes spéciaux issus d'acquis antérieurs et rajouter aux critères paramétriques, une réforme systémique d'acquisition de points au prorata des salaires, en remplacement des trimestres cotisés. C'est un changement radical, une double peine qui individualise les retraites sans rééquilibrage envers les plus faibles. La notion d'âge pivot est faite pour repousser de fait l'âge de départ.

Le sort définitif de cette réforme n'est pas connu à ce jour la crise sanitaire ayant perturbé sa mise en œuvre.

Si les intentions gouvernementales et patronales demeurent intactes, le contexte peut changer beaucoup de choses. Les dégâts sur les services publics, de la santé et autres, la crise de l'eau, de sa gestion souvent privatisée, la crise climatique, les ratés dans la fluidité de la mondialisation, les appétits financiers des majors révélés autour des biens communs comme les brevets des vaccins, l'enrichissement démesuré des plus riches, les aspirations à de nouveaux modes de consommation, de vie, de territorialisation des productions agricoles, industrielles et de service, le ridicule des critères de convergence européens reconnu par tous, l'absence d'outils de régulation mondiaux, la question de l'abandon de la dette publique, nourrissent l'envie d'un autre monde. Ces nouveaux éléments de ruptures doivent maintenant se traduire en projets nouveaux dans un contexte mondial fait de reculs idéologiques, religieux, et du retour des néo-fascistes au pouvoir en Europe. Tirer les leçons du passé et préparer l'avenir c'est aussi rappeler la nécessité de rechercher l'unité du monde du travail autour de ces projets alternatifs préservant l'avenir de la planète et garantissant le progrès social pour tous, car si les luttes sont indispensables et payent toujours, ne serait-ce que pour montrer « que l'on est toujours là » elles doivent avoir un débouché politique.

Aussi au travail et rendez-vous dans 50 ans.